**DEPARTEMENT DE VAUCLUSE** REPUBLIQUE FRANCAISE

 Liberté Egalité - Fraternité

Arrondissement de Carpentras



 Althen-des-Paluds, le 07 Avril 2021

##  COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

MAIRIE

DE **Du 06 Avril 2021**

**ALTHEN-DES-PALUDS**

 84210  **La séance publique est ouverte à 18H30**

 Téléphone : 04.90.62.01.02

 Télécopie : 04.90.62.11.48

 www.althendespaluds.fr

Le six avril deux mille vingt-et-un à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal d’ALTHEN-DES-PALUDS, légalement convoqué en date du 30 mars deux mille vingt-et-un, s’est réuni, en séance publique, à la Maison des Associations, sous la présidence de Monsieur Michel TERRISSE, Maire.

**Présents :**

M. Michel TERRISSE, Maire, M. Marc MOSSÉ, Mme Chantal RICHARD, M. Aurélien CARLES, Mme Sylviane VERGIER, Adjoints, Mr Yves-Michel ALLENET, Jean-Michel BENALI, M. François BERTOLLIN, Mme Valérie BRIES, Mr Yvan CAPO, M. Gordon CRONNE, Mme Anne CARBONNEL, Mme Sandrine CHASTEL, Mme Marie-France FARINES, Mme Arlette GARFAGNINI, Mme Fabienne HENRY, Mme Marie-Laure MUSICHINI, Mme Odile NAVARRO, Mr Fabrice PAZIENZA, Mme Nathalie PUTTI, M. Christophe TONNAIRE, Mme Sandrine VOILLEMONT.

Marie-Laure MUSICHINI est absente en début de séance et arrive à 19h10.

**Absents ayant donné pouvoir :**

Lucien STANZIONE a donné procuration à Sandrine CHASTEL

**Secrétaire de séance :**

M. Aurélien CARLES

Monsieur le Maire propose au conseil d’observer une minute de silence à l’occasion de la journée nationale en hommage aux victimes du terrorisme.

Conformément à l’article L. 2123-24-1-1 du code général des collectivités territoriales « chaque année, les communes établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures , libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune ». Monsieur le Maire distribue donc un exemplaire de cet état à chaque élu.

Monsieur le Maire excuse Mme FINCK, Inspecteur Divisionnaire des finances publiques, responsable de la Trésorerie de MONTEUX. Il informe que cette dernière a regardé les documents budgétaires, notamment le Budget Primitif 2021 et a précisé que les résultats reportés étaient corrects ainsi que l’affectation de résultats.

**Décisions du Maire** :

N°11/2021 : Adhésion à l’Association CAUE

N°12/2021 : Contrat de maintenance relatif aux appareils de chauffage et climatiseurs des bâtiments communaux

N°13/2021 : Signature de l’avenant n°1 au maché de restructuration de l’ancienne forge – lot n°09 - Electricité

N°14/2021 : Signature de l’avenant au marché de restructuration de l’ancienne forge – lot n°06 – Menuiseries extérieures

**Approbation du Conseil Municipal du 25 Février 2021**

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**Délibération n°1 : Approbation du compte administratif 2020 budget Commune - Rapporteur : Christophe TONNAIRE :**

Monsieur le Maire, après s’être fait présenter le budget unique et les décisions modificatives de l’exercice considéré, prend acte de la présentation du compte administratif de la commune pour l’année 2020, lequel se présente comme suit :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Résultat à la clôture de l'exercice 2019 | Part affectée à l'investissement exercice 2020 | Résultats de l'exercice 2020 | Résultat de clôture 2020 |
| Investissement | 230 221.45 € | € |  62 388.40 € | 292 609.85 € |
| Fonctionnement | 333 878.04 € |  243 539.24 € | 244 508.23 € | 334 847.03 € |
| Total  | 564 099.49 € | 243 539.24 € |  306 896.63 € | 627 456.88 € |

**CONSTATE** aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion 2020 relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l’exercice et au fonds de roulement du bilan d’entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaires aux différents comptes ;

**RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser, soit :

 - en dépenses d’investissement : 180.000,00 €

Comme le prévoit la réglementation, Monsieur le Maire quitte la séance du Conseil Municipal au moment du vote du compte administratif.

Monsieur le Maire quitte la salle et ne participe pas au vote.

**20 voix pour – 2 contre (Mme CHASTEL – M. STANZIONE)**

**Délibération n°2 : Approbation du compte de gestion 2020 budget Commune - Rapporteur : Monsieur le Maire :**

Monsieur le Maire expose au Conseil, qu’après s’être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de l’exercice 2020 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l’état du passif, l’état des restes à recouvrer et l’état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l’exercice 2020 ;

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que le compte de gestion est exact, il convient :

- de statuer sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier au 31 Décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

- de statuer sur l’exécution du budget de l’exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

- de statuer sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Monsieur le Maire propose au Conseil de voter.

**20 voix pour – 2 contre (Mme CHASTEL – M. STANZIONE)**

**Délibération n°3 : Affectation de résultat du budget Communal - Rapporteur : Monsieur le Maire :**

Il est nécessaire d’affecter le résultat du compte administratif 2020 du budget principal de la commune.

Le conseil municipal a approuvé le compte de gestion 2020 et le compte administratif 2020, ce qui fait apparaître les résultats suivants :

* La section de fonctionnement du budget communal de 2020 fait ressortir un résultat positif 244 508.23€, avec un résultat de clôture 2019 de 333 878.04€ et une affectation de résultat de fonctionnement à l’investissement de 243 539.24€, soit un excédent total de 334 847.03€.
* La section d’investissement de 2020 fait ressortir un résultat positif de 62 388.40 € et un excédent reporté de l’année 2019 de 230 221.45 €, soit un excédent total de 292 609.85 €.

Le résultat est affecté de la façon suivante :

* Excédent d’investissement reporté : 292 609,85 €
* Excédent de fonctionnement reporté : 49 847,03 €
* Part affectée à l’investissement : 285 000,00 €

**19 voix pour – 3 abstentions (Mme CHASTEL – M. STANZIONE – M. CAPO)**

**Délibération n°4 : Vote des taux d’imposition de la fiscalité directe locale 2021 - Rapporteur : Monsieur le Maire :**

Monsieur le Maire propose à l’assemblée délibérante de maintenir en 2021 les taux de la fiscalité directe, considérant qu’il n’est pas nécessaire de procéder à une augmentation de taux de ces derniers pour permettre à la commune d’assurer un service public de qualité. Par ailleurs suite à la réforme de la taxe d’habitation (TH) sur les résidences principales, la compensation de la perte de recettes fiscales pour la commune prendra la forme d’un transfert de la part Départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en faveur de la commune.

La Direction Départementale des Finances Publiques nous demande pour opérer le transfert de cette compensation en faveur de la commune de faire apparaitre le taux communal de référence de TFPB, le taux communal d’imposition de 2020 ainsi que le taux département d’imposition de 2020.

Le produit des taxes directes locales attendu pour 2021 s’élèvera à 1.560,875 € conformément à l’état 1259 reçu le 30 mars 2021.Mr le Maire propose donc les taux suivants :

 1- Le taux communal de référence TFPB de 43.26 % qui se décompose comme suit :

- le taux communal d’imposition 2020 de la TFPB *28,13%*

- le taux départemental d’imposition 2020 de la TFPB *15.13%*

2- Le taux d’imposition de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à *66,84%*

Mme CHASTEL pose la question de savoir si le taux communal d’imposition va augmenter si on passe de 28.13 % à 43.26 %.

En réponse à cette question M. le Maire rappelle que, pour la sixième année consécutive, les taux de la part communale sur le foncier bâti et non bâti ne seront pas augmentés.

En ce qui concerne la taxe d’habitation qui est en cours de suppression, et après de nombreuses négociations entre les associations d’élus et les pouvoir publics, il a été décidé d’attribuer aux collectivités locales le reversement de la fraction de la taxe sur le foncier bâti perçue par les départements.

Pour le département de Vaucluse le taux d’imposition s’élève à 15, 13 %. La DGFIP a donc demandé à ce que ce taux soit additionné au taux de la taxe sur le foncier bâti prélevée par la commune. C’est la raison pour laquelle le nouveau taux communal de référence de la taxe sur le foncier bâti s’élèvera à 43,26 % comme indiqué dans la délibération.

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**Délibération n°5 : Attribution des subventions de fonctionnement aux associations 2021 - Rapporteur : Sandrine VOILLEMONT :**

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal les différents dossiers de demande de subvention pour l’année 2021, présentés par les associations et examinés par la Commission « Vie Associative et Jumelages », réunie le 18 Mars 2021.

Il est rappelé que ces dossiers ont été examinés conformément au cahier des charges élaboré par les membres de la Commission et transmis à chaque association avec le dossier-type de demande de subvention. Les membres de la Commission « Action culturelle, vie associative et jumelages » proposent d’attribuer et de verser une subvention aux associations suivantes :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **NOM** | **Voté 2020** | **Demandé 2021** | **Voté 2021** |
| ***TABLEAU 1- ASSOCIATIONS COMMUNALES*** |
| ALTHEN ECHECS | **300.00 €** | **0,00 €** | **Pas de demande** |
| AMICALE DES PECHEURS | **550.00 €** | **600,00 €** | **550,00 €** |
| AMICALE DU PERS COMMUNAL | **6500.00 €** | **6.500,00 €** | **6.500,00 €** |
| AMICALE LAIQUE |  **750,00 €**  | **0,00 €** | **Pas de demande**  |
| ASS ALTHENOISE TENNIS |  **1 500,00 €**  | **0,00 €** | **Pas de demande**  |
| ASS LES GARY | **800.00 €** | **700,00 €** | **700,00 €** |
| A.S.K.R. KARATE |  **300,00 €**  | **400,00 €** | **250,00 €** |
| AAFA |  **1 000,00 €**  | **2.000,00 €** | **1.000,00 €** |
| AMICALE DONNEURS DE SANG |  **300,00 €**  | **300,00 €** | **300,00 €** |
| AUTOMNE COLORE |  | **0,00 €** | **Pas de demande**  |
| BIBLIOTHEQUE SUBV EXCEPTIONNELLE | **750.00 €** | **0,00 €** | **Pas de demande**  |
| BIBLIOTHEQUE COMP FINANCIERE | **700.00 €** | **750,00 €** | **750,00 €** |
| CATM |  **400,00 €**  | **250,00 €** | **250,00 €** |
| CLUB CYCLO | **900.00 €** | **900,00 €** | **900,00 €** |
| COMITE DES FETES |  **25 000,00 €**  | **6.000,00 €** | **Attente de manifestations**  |
| COMITE JUMELAGE JEAN ALTHEN | **1 000.00 €** | **2.000,00 €** | **1.000,00 €** |
| LA CAILLE ALTHENOISE |  **750,00 €**  | **750,00 €** | **750,00 €** |
| LARGUEZ LES AM'ARTS | **1 000.00 €** | **0,00 €** | **Pas de demande**  |
| LOU CALEU |  **400,00 €**  | **0,00 €** | **Pas de demande**  |
| MJC |  **2 000,00 €**  | **2.000,00 €** | **2.000,00 €** |
| OCCE MATERNELLE | **1 600,00 €** | **1.600,00 €** | **1.600,00 €** |
| OCCE PRIMAIRE |  **950,00 €**  | **2.200,00 €** | **2.200,00 €** |
| OCCE PRIMAIRE NOEL |  **500,00 €**  | **500,00 €** | **500,00 €** |
| OCCE PRIM CLASSES TRANSPLANTEES |  **2 300,00 €**  | **0,00 €** | **Pas de demande**  |
| OCCE PRIM LIAISON COLLEGE |  **400,00 €**  | **400,00 €** | **400,00 €** |
| ŒUVRES PAROISSIALES |  **600,00 €**  | **600,00 €** | **600,00 €** |
| USEP |  **500,00 €**  | **0,00 €** | **Pas de demande**  |
| SOLIDARITE ALTHENOISE |  **400,00 €**  | **400,00 €** | **400,00 €** |
| SCA |  **9 500,00 €**  | **14.000,00 €** | **9.500,00 €** |
| **TOTAL** | **61.650,00 €** |  | **30.150,00 €** |
| ***TABLEAU 2 - ASSOCIATIONS HORS COMMUNES*** |
| ADMR | 200,00 € | 2.000**,00 €** | **Décision différée**  |
| DDEN |  | 50**,00 €** | 50**,00 €** |
| ECURIE INSULA RALLYE DE VENASQUE | 1 000,00 € | 0**,00 €** | **Manifestation annulée**  |
| **TOTAL** | **.1 200,00 €** |  | **50,00 €** |
| **TOTAL tableau 1 + 2** | **62.850,00 €** |  | **30.200,00 €** |

Monsieur le Maire précise qu’habituellement, les présidents d’associations ne doivent pas prendre part au vote, mais aucun des 3 présidents présents n’ayant déposé de dossier de demande de subvention pour l’année 2021, ils peuvent donc prendre part au vote.

Il précise également que l’ADMR a déposé un dossier de demande de subvention, mais qu’aucun document financier n’a été transmis. A la demande de la commission d’attribution des subventions il leur a donc adressé un courrier afin de leur demander ces éléments pour mieux comprendre cette demande de subvention d’un montant de 2.000 € pour cette année.

M. TONNAIRE demande ce qu’est l’association « Les Gary ». Mr le Maire lui répond qu’il s’agit d’une association créée dans la cadre de la crèche entre les parents et la directrice pour recueillir des fonds afin d’organiser des animations et/ou des manifestations.

Il est précisé que certaines demandes de subvention sont en attente d’éventuelles manifestations, notamment le comité des fêtes.

M. CAPO demande si des subventions ont été diminuées par rapport aux demandes. M. le Maire répond qu’en effet, et comme chaque année, certaines demandes ont été revues à la baisse et les cite.

**21 voix pour – 1 abstention (M. CAPO)**

**Délibération n°6 : Budget primitif 2021 Commune - Rapporteur : Marc MOSSE :**

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le budget primitif 2021 qui tient compte du Rapport d’Orientation Budgétaire présenté en commission finances du 17 février et au conseil municipal du 25 février dernier.

Propose d’adopter par chapitre pour la section de fonctionnement et d’investissement, le Budget Primitif de l’exercice 2021 tel qu’il est annexé à la présente délibération et équilibré comme suit :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT :**

* Dépenses ……………………………………………….…... 2 588 432,03 €
* Recettes …………………………………………………….. 2 588 432,03 €

**SECTION D’INVESTISSEMENT :**

* Dépenses …………………………………………….………1 919 801,00 €
* Recettes …………………………………………………….1 919 801,00 €

**DONNE** au Maire pouvoir afin de poursuivre l’exécution de la présente délibération.

**18 voix pour – 4 abstentions (M. CAPO – Mme BRIES – Mme CHASTEL – M. STANZIONE)**

**Délibération n°7 : Modification de la délibération n°6 du 15 décembre 2020 portant sur une demande de subvention pour le projet de réaménagement et d’extension de la restauration scolaire et du centre de loisirs - Rapporteur : Aurélien CARLES :**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la délibération n°6 du 15/12/2020, adoptée à l’unanimité, l’autorisait à demander des subventions pour le projet de réaménagement et d’extension de la restauration scolaire et du centre de loisirs.

Les taux concernant les subventions et le montant des travaux ayant changés (toiture du réfectoire), il convient de modifier ladite délibération comme suit :

Le montant estimé des travaux a été revu à la hausse par le cabinet d’architecte maître d’œuvre, il s’élève à ce jour à la somme de 1 806 912,13 € HT, étant précisé que le dossier de demande de subvention a été établi sur une somme de 1 800 000 € HT.

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal de :

* L’autoriser à solliciter les subventions nécessaires à la réalisation des travaux, comme présentées dans le tableau ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| **Dépenses** | **Recettes** |
| Montant des travaux | 1 800 .000,00 € | D.S.I.L 2021 | 40 % | 720 000,00 € |
|  |  | Région | 11 % | 200 000,00 € |
|   |   | Commune | 30% | 880 000,00 € |
| **Total** | **1 800 .000,00 €** | **Total** | **100 %** | **1 800 000,00 €** |

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**Délibération n°8 : Demande de subvention pour le projet de réfection totale de la couverture de l’école élémentaire - Rapporteur : Aurélien CARLES :**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que suite au diagnostic réalisé sur la toiture de l’école élémentaire, il s’avère que celle-ci présente de nombreuses fuites et fissures tant au niveau des solins que des tuiles et des gouttières. Il a donc été décidé de refaire entièrement la toiture.

Le montant estimé des travaux s’élève à ce jour à la somme de 71 534.00 HT.

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal de l’autoriser à solliciter les subventions nécessaires à la réalisation des travaux, comme présentées dans le tableau ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| **Dépenses** | **Recettes** |
| Montant des travaux | 71 534.00 € | D.E.T.R 2021 | 50 % | 35 767,00 € |
|  |  | Département CDSTContrat Départemental de Solidarité Territoriale 2020-2022 | 20 % | 14 306,80 € |
|   |   | Commune | 30% | 21 460,20 € |
| **Total** | **71 534.00 €** | **Total** | **100 %** | **71 534.00 €** |

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

Arrivée de Mme Marie-Laure MUSICHINI à 19h10.

**Délibération n°9 : Rétrocession des voiries de la résidence La Menthe au profit de la Commune – Constitution d’une servitude de non aedificandi - Rapporteur : Marc MOSSÉ :**

Monsieur le Maire rappelle à l’assemblée que la commune a approuvé par délibération la rétrocession par Grand Delta Habitat de la parcelle cadastrée B 3392 située rue des Cyprès, à usage de voirie d’accès à la résidence la Menthe.

Un document d’arpentage a été dressé par le Cabinet ARGENCE, géomètre expert à CARPENTRAS le 11 Février 2020 sous le numéro 950V, par lequel la parcelle a fait l’objet d’une division, créant plusieurs parcelles délimitant la voirie, les habitations et les bassins de rétention.

Les parcelles à rétrocéder à la commune sont les suivantes :

* B 4291 d’une superficie de 250 m² où se trouvent le local poubelles et le transformateur
* B 4293, d’une superficie de 944 m² constituant la voirie, soit une superficie totale de 1194 m²

Monsieur le Maire précise que ces parcelles sont issues des parcelles B 1588 et B 1590.

Grand Delta Habitat est d’accord pour que cette cession soit consentie à l’euro symbolique sans condition et qu’elle soit associée à une clause de « non constructibilité » de la part de la Commune.

Il convient donc d’autoriser Monsieur le Maire à constituer une servitude de non aedificandi sur les parcelles rétrocédées B 3392, B 4291 et B 4293, en tant que fonds servant.

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°10 : Marché à procédure formalisée dans le cadre des travaux d’extension et de réaménagement de la restauration scolaire et du Centre de Loisirs - Rapporteur : Sylviane VERGIER :**

Monsieur le Maire informe l’assemblée que l’article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoit que la délibération du Conseil Municipal chargeant le Maire de souscrire un marché déterminé peut être prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché.

Elle comporte alors obligatoirement la définition de l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le programme de travaux de bâtiments relevant de la procédure adaptée et énonce les caractéristiques essentielles de ce programme.

Article 1er - Définition de l'étendue du besoin à satisfaire :

Travaux de bâtiments, réaménagement et extension du restaurant scolaire et du centre de loisirs

Article 2 - Le montant prévisionnel du marché :

Le coût prévisionnel H.T. est estimé à 1.806.912,13 €

Article 3 - Procédure envisagée :

La procédure utilisée sera la procédure formalisée l’appel d’offre (chapitre IV du code de la commande publique articles L2124-1 et L2124-2).

Il convient donc d’autoriser Monsieur le Maire à :

- Engager la procédure de consultation

- Recourir à la procédure formalisée dans le cadre du projet dont les caractéristiques essentielles ont été énoncées ci-dessus

- Signer toutes les pièces relatives à ce programme d’investissement

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°11 : Marché à procédure adaptée dans le cadre de la fourniture et la livraison de repas pour la restauration scolaire, l’ALSH et le mercredi - Rapporteur : Sylviane VERGIER :**

Monsieur le Maire informe l’assemblée que l’article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoit que la délibération du Conseil Municipal chargeant le Maire de souscrire un marché déterminé peut être prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché.

Elle comporte alors obligatoirement la définition de l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal la prestation de fourniture et de service relevant de la procédure adaptée et énonce les caractéristiques essentielles de ce programme.

Article 1er - Définition de l'étendue du besoin à satisfaire :

Prestation de fourniture et de service, fourniture et livraison de repas en liaison froide pour le restauration scolaire, l’ALSH et le mercredi extrascolaire.

Article 2 - Le montant prévisionnel du marché :

Le coût prévisionnel H.T. pour une année se situant dans la fourchette de prix année comprise entre 115 000€ à 120 000€.

Article 3 - Procédure envisagée :

La procédure utilisée sera la procédure adaptée (chapitre III du code de la commande publique article L2123-1).

Il convient d’autoriser Monsieur le Maire à :

* Engager la procédure de consultation
* Recourir à la procédure formalisée dans le cadre du projet et dont les caractéristiques essentielles ont été énoncées ci-dessus
* Signer toutes les pièces relatives à ce programme d’investissement

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°12 : Attribution d’une subvention annuelle à la Maison de Santé pluridisciplinaire d’Althen-des-Paluds / Entraigues - Rapporteur : Monsieur le Maire :**

Monsieur le Maire expose au Conseil qu’une partie des praticiens du Centre Médical de la Commune d’Althen-des-Paluds et d’Entraigues, est venue le rencontrer afin de lui exposer le mode de fonctionnement de la maison de santé pluridisciplinaire Althen/Entraigues et les problèmes auxquels ils étaient confrontés avec l’ARS.

Ils lui ont indiqué que, contre l’avis de de cette dernière qui demanderait à ce que l’ensemble des praticiens soit regroupé à Entraigues, ils veulent conserver leurs implantations actuelles pour répondre au plus près de la demande de soins sur le territoire de santé Althen-des-Paluds et Entraigues.

Le Cabinet d’Althen-des-Paluds comprend 2 médecins, 1 psychologue, 1 ostéopathe, 1 sage-femme, et souhaiterait recruter à terme 1 médecin supplémentaire.

Le Cabinet d’Entraigues comprend 3 médecins (dont 1 à temps partiel), 1 diététicienne et souhaiterait à terme 3 médecins à temps plein et d’autre professionnels paramédicaux.

Afin de gérer et coordonner les activités de la maison de santé pluridisciplinaire les praticiens de santé on créé une SISA (Société interprofessionnelle de soins ambulatoires) qui gère les rémunérations et les charges et dépenses liées à la coordination. Ce montage, autorisé depuis la loi du 10 Août 2011 et du décret du 25 mars 2012 permet de recevoir des dotations et subventions publiques. L’objet social est le suivant :

* Créer un fonctionnement en réseau formalisé
* Développer une formation professionnelle interdisciplinaire
* Exercice en commun d’activités de coordination thérapeutique et d’éducation thérapeutique telle que définie à l’article L.1161-1 du code de la santé publique
* Coopération entre les professionnels de santé (art L.4011-1du code de la santé publique)
* Développer la permanence et la continuité des soins
* Fédérer les professionnels de santé autour d’un projet élaboré par eux et approuvé par l’ARS
* Mettre en commun des moyens pour faciliter l’exercice de l’activité professionnelle de chacun
* Faire évoluer l’exercice des professionnels en fonction de l’évolution des techniques et des pratiques
* Collaborer avec les réseaux de soins qui se mettent en place (soins palliatifs, diabétiques etc …)
* Participer à la formation initiale des étudiants des différentes professions médicales et paramédicales
* Toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet social sans altérer le caractère civil et professionnel de celui-ci

A noter que la Commune d’Entraigues-sur-la-Sorgue finance déjà le poste de coordinateur de la Maison de Santé pluridisciplinaire.

Afin de soutenir et conforter leur argumentation auprès de l’ARS sur la nécessité de maintenir un cabinet à Althen-des-Paluds, notre interlocutrice et nos interlocuteurs nous ont demandé de participer aux frais de fonctionnement de la SISA pour un montant de 1.000 € par mois, soit 12.000 € par an en année pleine, sachant que le montant mensuel des dépenses est de 5.852 € soit un peu plus de 70 000 € par an.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil de verser une subvention pour l’année 2021 à la SISA, d’un montant de 12.000 € tout en précisant que la demande devra être renouvelée annuellement en respectant les critères requis par la municipalité lors de toute demande de subvention, à savoir :

* Remise du bilan de l’exercice N-1 accompagné des rapports du commissaire aux compte s’il y a lieu
* Remise du compte-rendu de l’assemblée générale ayant entre autres, approuvé les comptes de l’année n-1
* Remise de tous documents juridiques consécutifs à une modification des statuts

Il est enfin ici précisé que le versement de la subvention est conditionné au maintien d’un cabinet médical sur la commune.

Mme CHASTEL demande si les médecins ont adressé un dossier financier de la SISA, ou un prévisionnel pour 2021.

M. le Maire précise qu’il a bien demandé ces éléments, mais qu’à ce jour seulement le document distribué aux élus lui a été adressé.

Il lit à l’assemblée le courriel qu’il a reçu dans l’après-midi de la part du coordinateur de la MSP l’informant que les comptes 2020 ne seraient pas disponibles avant le mois de mai.

M. MOSSÉ précise que ce n’est pas « un coup de poker » et que cette subvention permettra de montrer à l’Agence Régionale de Santé la volonté conjointe de la commune et d’une partie des praticiens concernés de conserver le cabinet afin de répondre à la demande de la population et à ses besoins.

M. TONNAIRE indique que cela reviendra à 34 centimes par althénois pour une année.

En conclusion Mr le Maire demande à l’assemblée de faire droit à la remarque de Mme Chastel et propose de rajouter à la délibération l’alinéa suivant : « La subvention sera versée sous réserve que les comptes 2020 et le prévisionnel 2021 soient transmis à la commune d’ici fin mai 2021 ».

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°13 : Elaboration d’un pacte de gouvernance entre les communes et l’EPCI - Rapporteur : Marc MOSSÉ :**

Monsieur le Maire indique à l’assemblée que la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l’engagement dans la vie locale et à la proximité de l’action publique fixe comme obligation après chaque renouvellement général des conseils municipaux ou une opération prévue aux articles L. 5211-5-1 A ou L. 5211-41-3, que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Par dérogation au dernier alinéa du I de l'article L. 5211-11-2 du code général des collectivités territoriales instaurée par la loi prorogeant l’état d’urgence sanitaire, si l'organe délibérant a décidé de l'élaboration du pacte de gouvernance, il l'adopte, après avis des conseils municipaux des communes membres rendu dans un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte, dans un délai d'un an à compter du second tour de l'élection des conseillers municipaux et communautaires.

Le pacte de gouvernance peut prévoir :

• Les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les dispositions de l'article L. 5211-57;

• Les conditions dans lesquelles le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;

• Les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;

• La création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions prévues à l'article L. 5211-40-1 ;

• La création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;

• Les conditions dans lesquelles le président de l'établissement public peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;

• Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;

• Les objectifs à poursuivre en matière d'égale représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public ;

Il convient donc d’autoriser Monsieur le Maire :

* **A PREND ACTE** de la tenue du débat sur l’opportunité d’élaborer un pacte de gouvernance,
* **A VALIDER** le projet de pacte de gouvernance

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°14 : Modification du tableau des effectifs - Rapporteur : Marc MOSSÉ :**

Monsieur le Maire expose au Conseil que suite au départ à la retraite d’un agent communal il convient de modifier le tableau de effectifs comme suit :

* Suppression d’un poste d’agent de maîtrise
* Création d’un poste d’adjoint technique principal de 2ème classe

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°15 : Autorisation de programme et crédit de paiements 2021 – Rapporteur : Aurélien CARLES :**

Monsieur le Maire expose au Conseil que conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d’investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Cette procédure permet à la commune de ne pas faire supporter au budget annuel l’intégralité d’une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l’exercice.

Elle vise à planifier la mise en œuvre d’investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d’améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Aussi, pour ces raisons, la commune a décidé de gérer, à compter du budget 2021, une partie des projets d’investissements pluriannuels de la commune en AP/CP.

*Les autorisations de programme* constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu’à ce qu’il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

*Les crédits de paiement* constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l’exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondante.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l’autorisation de programmes.

Les opérations pouvant faire l’objet d’une procédure d’AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d’immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune ou à des subventions versées à des tiers.

Le suivi des AP/CP se fera par opérations budgétaires au sens de l’instruction budgétaire M14.

L’équilibre budgétaire de la section d’investissement s’apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Les autorisations de programme peuvent être votées à chaque étape de la procédure budgétaire même si elles n’ont pas été présentées lors du débat d’orientations budgétaires.

Les crédits de paiement non utilisés une année devront être repris l’année suivante par délibération du Conseil Municipal au moment de la présentation du bilan annuel d’exécution des AP/CP.

Monsieur le Maire indique que toute autre modification de ces AP/CP se fera aussi par délibération du Conseil Municipal et propose au Conseil de se prononcer au titre de l’année 2021, sur la création de l’AP/CP relative au projet de travaux d’extension et de réaménagement de la restauration scolaire et du Centre de Loisirs comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Montant programme A/P** | **2021** | **2022** |
| Travaux d’extension et de réaménagement de la restauration scolaire et du centre de loisirs | 2.168.294,00€ TTC | 945.000,00€ TTC | 1.223.294,00€ TTC |

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°16 : Autorisation de réaliser un contrat de prêt à long terme – Rapporteur : Christophe TONNAIRE :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu’à la suite de la rencontre avec la Caisse d’Epargne celle-ci nous a proposé de financer les investissements prévus au moyen d’un prêt à long terme de 70.000 €.

Les travaux à financer concerneront la réfection de la couverture de l’école élémentaire dont le diagnostic a montré des problèmes d’étanchéité, des cheminées qui sont en très mauvais état, de nombreuses tuiles cassées et un faitage en très mauvais état.

Les conditions de ce financement sont les suivantes :

MONTANT : 70.000,00 €

DUREE : 240 mois

TAUX : Livret A plus marge 0.50 % l’an (soit à titre indicatif un taux à ce jour de 1% l’an)

FRAIS DE DOSSIER : 300 €

PERIODICITE DE REMBOURSEMENT : annuelle

IRA : 3% du montant remboursé par anticipation sauf en cas de passage à taux fixe

Il est proposé au conseil municipal d’autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat réglant les conditions de ce prêt et la ou les demandes de réalisation de fonds.

En commentaire Mr le Maire rappelle que la trésorerie est à ce jour saine puisqu’elle a permis de rembourser par anticipation un prêt de 200 000 € tout en conservant 300 000 € de trésorerie courante.

La banque lui ayant proposé un emprunt à des conditions acceptables pour financer ces travaux non prévus au budget, mais qu’il est préférable de réaliser rapidement compte-tenu de l’état de la toiture, Mr le Maire considère qu’il convient d’accepter cette proposition afin de conserver un bon volant de trésorerie.

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°17 : Tarification du séjour Pâques 2021 6-13 ans de l’ALSH extrascolaire – Rapporteur : Anne CARBONNERL :**

Monsieur le Maire demande le retrait de cette délibération de l’ordre du jour car ce séjour a été annulé à cause des conditions sanitaires.

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°17 : Tarification du séjour été 2021 3-5 ans de l’ALSH extrascolaire – Rapporteur : Anne CARBONNEL :**

Dans le cadre de sa politique jeunesse, et suite à un sondage parent, la municipalité a décidé de mettre en place des mini-séjours à destination des 3-13 ans fréquentant l’ALSH Extrascolaire.

Un séjour à destination des 3-5 ans du lundi 19 au mercredi 21 juillet 2021 au Château de Buoux (Parc naturel régional du Luberon) a été élaboré. La tarification choisie lors de la commission enfance jeunesse du 12 Mars dernier avec les élus présents est la suivante :

Tarification pour les résidents d’Althen-des-Paluds

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL**  | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€**  | **30** |
| Deuxième enfant  | 25 |
| **485 à 970€**  | **50** |
| Deuxième enfant  | 45 |
| **970 à 1125€**  | **70** |
| Deuxième enfant  | 65 |
| **1125 à 2250€**  | **90** |
| Deuxième enfant  | 85 |
| **+ 2250€**  | **110** |
| Deuxième enfant  | 105 |

Tarification pour les résidents de l’intercommunalité Les Sorgues du Comtat

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL**  | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€**  | **70** |
| **485 à 970€**  | **90** |
| **970 à 1125€**  | **110** |
| **1125 à 2250€**  | **130** |
| **+ 2250€**  | **150** |

Tarification pour les résidents des communes extérieures

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL**  | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€**  | **140** |
| **485 à 970€**  | **150** |
| **970 à 1125€**  | **160** |
| **1125 à 2250€**  | **170** |
| **+ 2250€**  | **180** |

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°18 : Tarification du séjour été 2021 6-9 ans de l’ALSH extrascolaire – Rapporteur : Anne CARBONNEL :**

Dans le cadre de sa politique jeunesse, et suite à un sondage parent, la municipalité a décidé de mettre en place des mini-séjours à destination des 3-13 ans fréquentant l’ALSH Extrascolaire.

Un séjour à destination des 6-9 ans du jeudi 8 au samedi 10 juillet 2021 au centre départemental de Sault a été élaboré. La tarification choisie lors de la commission enfance jeunesse du 12 Mars dernier avec les élus présents est la suivante :

Tarification pour les résidents d’Althen-des-Paluds

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL**  | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€**  | **40** |
| Deuxième enfant  | 35 |
| **485 à 970€**  | **60** |
| Deuxième enfant  | 55 |
| **970 à 1125€**  | **80** |
| Deuxième enfant  | 75 |
| **1125 à 2250€**  | **100** |
| Deuxième enfant  | 95 |
| **+ 2250€**  | **120** |
| Deuxième enfant  | 115 |

Tarification pour les résidents de l’intercommunalité Les Sorgues du Comtat

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL**  | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€**  | **80** |
| **485 à 970€**  | **100** |
| **970 à 1125€**  | **120** |
| **1125 à 2250€**  | **140** |
| **+ 2250€**  | **160** |

Tarification pour les résidents des communes extérieures

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL**  | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€**  | **150** |
| **485 à 970€**  | **160** |
| **970 à 1125€**  | **170** |
| **1125 à 2250€**  | **180** |
| **+ 2250€**  | **190** |

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

**Délibération n°19 : Tarification du séjour été 2021 9-13 ans de l’ALSH extrascolaire – Rapporteur : Anne CARBONNEL :**

Dans le cadre de sa politique jeunesse, et suite à un sondage parent, la municipalité a décidé de mettre en place des mini-séjours à destination des 3-13 ans fréquentant l’ALSH Extrascolaire.

Un séjour à destination des 9-13 ans du lundi 12 au jeudi 15 juillet 2021 au centre départemental de Fontaine de Vaucluse a été élaboré. La tarification choisie lors de la commission enfance jeunesse du 12 Mars dernier avec les élus présents est la suivante

Tarification pour les résidents d’Althen-des-Paluds

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL**  | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€**  | **50** |
| Deuxième enfant  | 45 |
| **485 à 970€**  | **70** |
| Deuxième enfant  | 65 |
| **970 à 1125€**  | **90** |
| Deuxième enfant  | 85 |
| **1125 à 2250€**  | **110** |
| Deuxième enfant  | 105 |
| **+ 2250€**  | **130** |
| Deuxième enfant  | 125 |

Tarification pour les résidents de l’intercommunalité Les Sorgues du Comtat

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL**  | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€**  | **90** |
| **485 à 970€**  | **120** |
| **970 à 1125€**  | **150** |
| **1125 à 2250€**  | **180** |
| **+ 2250€**  | **210** |

Tarification pour les résidents des communes extérieures

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL**  | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€**  | **205** |
| **485 à 970€**  | **215** |
| **970 à 1125€**  | **225** |
| **1125 à 2250€**  | **235** |
| **+ 2250€**  | **245** |

**VOTE A L’UNANIMITE – 23 voix pour**

QUESTIONS DIVERSES :

* Courrier pour installation 5G
* Petit marché du jeudi : de nouveaux vendeurs s’installent. Depuis quelques semaines un poissonnier et à partir de ce jeudi, un vendeur de charcuteries corses, un rôtisseur, un fromager et un vendeur de fruits et légumes à venir.
* Point sur l’accueil des enfants à l’école suite au nouveau confinement. A ce jour, nous accueillons 8 enfants et les repas sont préparés par la cantine. Une enseignante hors Althen sera présente jeudi matin.
* Annulation des manifestations suivantes :
* Jean Cocteau
* Nuit de la lecture
* Carnaval
* Point sur l’avancement des travaux à La Forge. M. CARLES informe que tes travaux d’électricité sont achevés et qu’il reste les travaux de menuiserie, peinture. La fin des travaux est prévue fin du printemps, début de l’été.

**L’ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt heures onze minutes.**

 Le Maire,

 Michel TERRISSE.



 **NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET PRIMITIF 2021**

La loi NOTRe 2015-991 du 7 Août 2015 – Nouvelle Organisation du Territoire de la République- a introduit l’obligation pour toutes les communes l’obligation de rédiger et présenter une note retraçant les informations financières essentielles du budget primitif afin d’informer l’ensemble des élus et de la population.

Une version simplifiée de ce document sera mise en ligne après sa présentation en conseil municipal.

En vertu de l’article L.2313-1 du CGCT *(code général des collectivités territoriales)* le budget communal se compose de 2 sections : la section de fonctionnement et la section d’investissement.

**La section de fonctionnement** comprend toutes les dépenses et les recettes courantes nécessaires au fonctionnement des services municipaux ainsi que les charges financières liées aux intérêts de la dette.

**La section d’investissement** comprend, en dépenses, les opérations qui modifient la consistance ou la valeur du patrimoine de la commune, tels que les achats de matériel, les constructions ou les travaux d’infrastructure. Elle comprend également le remboursement du capital d’emprunt, le déficit ou l’excédent reportés et les opérations d’ordre. Les recettes d’investissement assurent leur financement. L’équilibre de chacune des sections du budget est assuré par l’autofinancement dégagé par la section de fonctionnement.

Le budget primitif, constitue la première décision budgétaire prise par le conseil municipal pour l’année considérée. Il comprend l’ensemble des crédits inscrits pour financer les différentes catégories de services municipaux, les actions lancées par la municipalité et les investissements prévus.

**Il doit être sincère, cela va de soi.**

Info : La population légale applicable au 1er janvier 2021, calculée par l’INSEE, s’élève à 2906 habitants,

**Le projet de loi de finances 2021**

* **Stabilisation de la Dotation Globale de Fonctionnement (27 milliards d’euros),** ce qui ne signifie pas qu’elle sera identique à N-1 pour notre commune puisqu’elle continue de baisser.
* **Maintien et stabilisation du niveau du F**onds National de **P**éréquation des Ressources **I**ntercommunales et **C**ommunales (FPIC) à 1Md€. En ce qui nous concerne nous étions bénéficiaires de 800 € en 2017 contre une contribution nette de 29 560 € en 2020. Nous ne connaîtrons le montant réel qu’après le vote du budget.
* **Automatisation** progressive du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) évalué à 6.55 Md€, en hausse de 546 M€. Cela devrait à terme accélérer le remboursement de la TVA , et par conséquence améliorer notre trésorerie.
* **Stabilité** de la Dotation de Solidarité Rurale (90 M€)**.**
* **Compensation** de la suppression de la TH\*par transfert de la part départementale de la TFPB\* et une sur/sous compensation par l’état si TFPB inférieure ou supérieure au montant de la TH habituellement perçue.

\* ***T****axe* ***F****oncière sur les* ***P****ropriétés* ***B****âties*

*\** ***T****axe d’****H****abitation*

**Le contexte financier des collectivités territoriales**

* **Croissance permanente des dépenses à** cause des contraintes et

réformes imposées par l’État :

* **Dépenses de personnel** (hors embauches)liéesaux augmentations statutaires subies ainsi qu’aux changements de grades consécutifs à la réussite des examens internes.
* **Suppression progressive de la Taxe d’Habitation** qui, en enlevant la possibilité aux communes de lever cet impôt les inféode un peu plus à l’état. **Est-ce la mise sous tutelle des communes ?**
* **La crise sanitaire** qui représente, provisoirement, un coût net de 50 000 € pour le budget communal, et ce n’est pas fini.
* **Une bonne nouvelle** avec le retour des contrats aidés (**P**arcours **E**mploi **C**ompétence) , certes plus contraignants et moins subventionnés qu’auparavant mais qui nous ont tout de même permis de créer 3 emplois en 2020 et 4 cette année .

**Chaque année notre approche budgétaire, tant en recettes qu’en dépense, est très prudente. La construction budgétaire 2021 est sérieusement compliquée par la crise sanitaire en cours.**

 **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PREVISIONNELLES**

Elles s’élèveront à **2 588 432 €**

- **Les charges à caractère général (chapitre 011)**

Elles s’élèvent à **625 611 €** soit une hausse de 3.45 % par rapport au budget prévisionnel 2020 qui s’élevait à 603 950 €

**A NOTER :**

Nos charges à caractère général réalisées, sont passées de 496 731 € en 2019

à 439 145 € en 2020 soit une baisse de 11.60 % , conséquence de la crise sanitaire et des dispositions que nous avons immédiatement prises pour anticiper les pertes de recettes.

- **Les dépenses de personnel (chapitre 012)**

La masse salariale prévisionnelle s’élèvera à **1 430 300 €** contre un réalisé de

1 358 198 € en 2020 soit une augmentation de 5.30 % (en valeur absolue

+ 72 102 €).

Il convient d’abord de noter qu’en 2020 nous avons enregistré à la fois le plein effet du départ de la Directrice Générale des services, et d’un départ à la retraite en octobre non encore remplacé au 31 décembre.

L’augmentation prévisionnelle de ce poste en 2021 est due :

A l’embauche à compter du 15 d’avril d’un agent en remplacement du départ à la retraite cité plus haut

A la prise en compte des changements de grades, des promotions à la suite de réussite aux concours etc.

Au fait qu’en raison de la crise sanitaire et des obligations imposées par l’état nous avons du embaucher plus de personnels d’animation afin de limiter le brassage des enfants en séparant groupes.

**A NOTER :**

Notre masse salariale réalisée s’élevait à 1 397 322 € en 2019. On constate qu’elle est globalement maîtrisée puisqu’en 2014 elle s’élevait à 1 379 444 € et représentait 61.32 % de notre budget de fonctionnement. En 2020 la masse salariale représentait 55.76 % du budget prévisionnel.

**- Divers (Chapitres 14 et 22 : FPIC et dépenses imprévues)**

Nous ne connaitrons pas le reversement du au titre du FPIC (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) avant le mois de

Juin. Par prudence nous provisionnons donc **38 240 €** soit un montant supérieur à celui de 2020 qui s’élevait à 29 560€.

Nous provisionnons également **35 000 €** de dépenses imprévues car tout nous laisse à penser que la sortie de la crise sanitaire ne sera pas immédiate.

- **Les autres charges de gestion courantes (chapitre 065)**

Les dépenses prévisionnelles s’élèvent à **369 181 €** contre 335 706 soit une augmentation de 14 975 € (4.46 %).

- **Les charges financières (chapitre 066)**

Elles seront inférieures à 2020 de 7.5 % : **57 000 €** contre 61 577 € et témoignent à la fois de la baisse des taux et du désendettement que nous avons conduit depuis 6 années. Pour mémoire le montant des intérêts d’emprunts en 2014 s’élevait à

96 387 €.

- **Les charges exceptionnelles (chapitre 067)**

Pas de commentaire sur ce poste qui représente 600€.

- **Les opérations d’ordres entre sections (chapitre 042)**

Cela concerne la dernière échéance de paiement de notre contribution à la construction de la caserne des pompiers pour **32 500 €** .

**LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PREVISIONNELLES**

**Il s’agit-là chaque année d’un exercice délicat car nous ne disposons pas de tous les justificatifs à la date à laquelle nous présentons le budget au vote.**

Elles s’élèveront à **2 588 432 €**

- **RESULTAT D’EXPLOITATION REPORTE (chapitre 002)**

Nous ne conservons en section de fonctionnement qu’une fraction du résultat de fonctionnement dégagé en 2020 (334 847 €), soit **49 847 €**.

Le solde, soit **285 000 €**, sera viré en section d’investissement.

**- REMBOURSEMENT SUR REMUNERATION DU PERSONNEL (Chapitre 6419)**

Il est impossible de connaître à l’avance le taux d’absentéisme. Nous évaluons toutefois les remboursements de notre assurance à **40 000 €** (remboursements réels en 2020 75 737 € pour un prévisionnel de 38 000 €) compte-tenu de certains éléments objectifs qui nous donnent une meilleure visibilité en 2021 qu’en 2020.

**A NOTER :**

Depuis 2014 et 2015 l’absentéisme a considérablement diminué puisque les remboursements perçus s’élevaient à l’époque à respectivement 143 408 € et

133 281 €.

**- OPE ORDRES (Chapitre 042)**

Ce sont les travaux en régie pour **35 000 €**. Pas de variation notable par rapport à 2020.

**A NOTER :**

Nous mettons l’accent sur les travaux en régie car ils sont sources d’importantes économies.

Ils sont la conséquence directe et visible de l’embauche d’un chef des services techniques et d’un deuxième maçon.

Nous avons par ailleurs embauché une secrétaire à mi-temps depuis le 1er Janvier sur notre budget communautaire.

Cela permettra d’une part, de dégager du temps pour notre responsable de service afin qu’il soit plus présent sur le terrain et, d’autre part, grâce au maçon supplémentaire, de réaliser un maximum de travaux en régie.

**Petit à petit nous nous structurons pour plus d’efficacité.**

- **Les produits des services et du patrimoine (chapitre 70)**

Notre budget prévisionnel s’élève à **267 900 €** contre 237 700 € 2020.

**A NOTER :**

En 2014 les recettes effectivement perçues s’élevaient à 146 805 €.

Leur augmentation permet de pallier, certes partiellement, la baisse des dotations et de contribuer à la stabilité de la pression fiscale part communale.

En 2020, le réalisé s’élève à 207 601 € contre 234 182 € en 2019.C’est la conséquence de la crise sanitaire et des pertes de recettes que nous avons subies.

- **Les impôts et taxes (chapitre 73)**

Les services de la DGFIP nous ayant transmis nos recettes fiscales nous pouvons nous appuyer sur un montant de **1 560 875 €** issu du des impôts sur le foncier bâti et non bâti ainsi que le transfert de la part départementale de la taxe sur le foncier bâti en compensation de la suppression de la taxe d’habitation.

Nos recettes fiscales 2021 devraient donc, selon nos prévisions, représenter un total de **1 801 309 €** contre 1 748 496 € en 2020.

- **Les dotations et participations de l’état (chapitre 74)**

Selon nos informations notre Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) devrait baisser de 3/4000 € cette année, soit encore **20 000 € en moins** dans nos recettes en 2 ans ! Nous avons bien sur pris en compte cette baisse prévisionnelle.

Nous estimons que la recette globale sera de **382 779 €** contre un réalisé de 399 081 € en 2020.

**A NOTER :**

En 2014 ce chapitre générait une recette de 659 154 €.

Cette hémorragie financière est liée à la baisse de la DGF qui est passée de 249 379 € en 2014 à 118 663 € en 2020 et environ 115000 € en 2021.

La différence affecte tous les autres postes et principalement l’Attribution du Fonds Départemental de la TP qui est passée de 155 198 € en 2014 à Zéro.

- **Les produits de gestion courante (chapitre 75)**

Ce chapitre est d’un montant peu significatif. Il s’élevait en 2020 à 11 400 €.

Pour 2021 nous estimons la recette à **10 000 €**.

**- PRODUITS DE PARTICIPATIONS (Chapitre 76)**

**97 €** pas de commentaire.

- **Les produits exceptionnels (chapitre77)**

**1500 €** pas de commentaire.

**SECTION D’INVESTISSEMENT**

Pour information, certaines dépenses d’investissement sont individualisées par opération au sein du budget.

**LES DEPENSES PREVISIONNELLES**

Elles s’élèvent à **1 919 801 €** et se décomposent ainsi :

- **LES RESTES A REALISER**

**180 000 €** dont:

 La Forge 127 000 €

 Immob corporelles (Hôtel de ville) 10 000 €

Bâts communaux 26 000 €

Mobilier rest scolaire 17 000 €

**- OPERATIONS D’ORDRES TRANSFERT ENTRE SECTIONS (chapitre 040)**

Travaux en régie pour **30 000 €**. Pas de commentaire particulier.

**- SUBVENTIONS D’INVESTISSEMENTS (chapitre 13)**

Amortissement de subventions et d’un PUP (projet urbain partenarial) pour un total de **47 377 €.**

**- IMMOB INCORPORELLES (chapitre 20)**

**87 544 €.**

Il s’agit des frais d’études, honoraires d’architecte etc… liés au projet Restaurant scolaire /Alsh.

**- SUBVENTIONS D’EQUIPEMENTS VERSEES (chapitre 204)**

Il s’agit de la dernière échéance de notre participation à la construction de la caserne intercommunale plus un PUP pour un total de **63 790 €**.

**- LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (chapitre 21)**

Poste d’investissement important s’élevant à **1 357 336** **€** (travaux de maçonnerie, logiciels, frais urbanisme, travaux bâtiments publics, matériels écoles, cuisines, mairie, projet Restaurant scolaire /Alsh etc.)

**- ANNUITE DE LA DETTE EN CAPITAL (chapitre 16)**

Elle s’élèvera à **333 754 €** contre 128 961 € en 2020 car nous avons **remboursé un emprunt de 200 000 € par anticipation** au début de cette année 2021.

Ci- dessous la courbe de la dette en capital au 31 Décembre de chaque année

en k€.

**A NOTER :**

Notre endettement à long-terme s’élève à ce jour à **1 238 000 €** après remboursement anticipé d’un emprunt de 200 000 €.

**LES RECETTES D’INVESTISSEMENT PREVISIONNELLES**

Elles s’élèvent à **1 919 801** **€** et se décomposent de la façon suivante :

*-* **LE SOLDE POSITIF DE LA SECTION D’INVESTISSEMENT (chapitre 001)**

**292 609 €**.

**A NOTER** :

Compte tenu des contraintes de diverses natures, notamment les retards dus à la crise sanitaire, un appel d’offres infructueux que nous avons du relancer, le dépôt de bilan d’une entreprise victime de la crise qui a dénoncé le marché qui lui avait été attribué, les travaux de « La Forge » n’ont démarré qu’en toute fin d’année 2020.C’est la raison pour laquelle nous avons constaté en dépenses des restes à réaliser d’un montant important (rappel 127 000 € pour la forge).

- **DOTATIONS ET FONDS DIVERS** **(chapitre 10)**

**377 614 €**

Nous évaluons la TVA (FCTVA) récupérable à **44 614 €** etla Taxe locale d’aménagement à **48 000 €**.

**285 000 €** provenant de l’excédent constaté en section de fonctionnement ont été virés en faveur de la section d’investissement.

- **LES SUBVENTIONS D’INVESTISSEMENT (chapitre 13)**

Les subventions à recevoir s’élèveront à **147 077 €** (Région, Detr , Caf , Département, etc…) .

Par ailleurs la DGFIP nous a demandé de comptabiliser dans ce chapitre l’amortissement d’un PUP et d’une subvention pour un total de 47 377 €, somme dont nous retrouvons la contrepartie dans les dépenses d’investissementau chapitre 13 également.

- **EMPRUNTS A MOBILISER (chapitre 16).**

Nous prévoyons d’emprunter **en 2021 1 070 000 € soit :**

* 70 000 € sur une durée de 20 ans pour financer la réfection du toit de l’école élémentaire dont le coût estimé s’élève à 85 840 € ttc.
* 1000 000 € sous la forme de crédit relais d’une durée de 3 ans sur la vente des terrains communaux au four Bonjean, sur les subventions à recevoir, sur les travaux réalisés au groupe scolaire ainsi que sur les décalages entre les paiements/remboursement de la TVA.

Cela nous permettra d’avoir de la souplesse dans notre gestion de ces investissements ainsi que d’emprunter un minimum à long terme à la fin des travaux.

**- OPERATIONS D’ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (chapitre 040)**

**32 500 €**

Amortissement de notre participation financière à la construction du centre de

secours intercommunal.

**LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE D’INVESTISSEMENTS**

La Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) fait état de notre volonté de réaliser des projets en les étalant sur plusieurs exercices.

Nous prévoyons d’investir en 2021 et 2022 la somme de 2 810 000 € ttc (dont 2 168 294 € pour le seul groupe scolaire).

Nous ne citerons ici que les investissements les plus importants :

**1/Restaurant scolaire, cuisine, accueil de loisirs.**

Il s’agit-là pour nous d’un très gros projet.

L’architecte a été choisi, c’est le cabinet ARCHYTECTA à Carpentras.

Les travaux sont d’une durée prévisionnelle de 41 semaines. Ils porteront sur les exercices 2021 et 2022.

Le budget primitif a été fixé à **2 168 294 €** **ttc** par l’architecte.

**2/ Réhabilitation de « La Forge »**

Les travaux ont commencé en décembre 2020 et se termineront dans quelques

Semaines.

Ils sont comptabilisés dans les restes à réaliser pour **127 000 €**.

**3/ Travaux mise en conformité alarme incendie groupe scolaire /sdf et réfection**

**toiture école élémentaire/défibrillateurs.**

Nous prévoyons un budget de **120 500 €**.

**4/ Participation construction de la caserne intercommunale Althen/Entraigues.**

Notre part dans le budget prévisionnel s’élève à 65 000 €dont le solde, **32 500** **€**, sera payé cette année.

**A NOTER :**

**Notre priorité ce sont nos enfants, c’est la raison pour laquelle nous**

**Mettons l’accent sur leurs conditions d’accueil au restaurant scolaire et**

**à l’ALSH.**

**Nous n’oublions évidemment pas nos agents qui verront leurs conditions de**

**travail s’améliorer notablement .**

Les projets décrits ci-dessus seront financés par :

* Une partie de l’autofinancement annuel,
* Des subventions à solliciter auprès de différents organismes
* Le recours à l’emprunt
* Des recettes liées le cas échéant à des cessions immobilières ou foncières.

**NB: La PPI revêt naturellement un caractère évolutif et devra être réexaminée chaque année afin de prendre en compte les inévitables obstacles (administratifs, juridiques etc.) que nous pourrions rencontrer et qui viendraient retarder la mise en œuvre des projets.**